Election 2010 au Burundi : HRW dénonce l’impunité des violences politiques

Human Rights Watch - Mai 14, 2010BurundiÂ : Le gouvernement doit garantir une tolÃ©rance zÃ©ro envers les violences Ã©lectoralesLes autoritÃ©s doivent dÃ©montrer quâ€™aucun des acteurs politiques nâ€™est au-dessus de la loi(Bujumbura, le 2010) - Avec l'approche des Ã©lections qui doivent se dÃ©rouler dans quelques jours, et une augmentation inquiÃ©tante des violences politiques, les autoritÃ©s burundaises doivent faire comprendre Ã tous les partis politiques et leurs partisans que nul n'est au-dessus des lois, a dÃ©clarÃ© Human Rights Watch aujourd'hui dans un nouveau rapport. Les violences, si rien n'est fait, pourraient mettre un frein aux progrÃ¨s notables du Burundi vers la paix et la dÃ©mocratie multipartite aprÃ¨s des annÃ©es de guerre civile, a indiquÃ© Human Rights Watch. Le rapport de 47 pages, Â«Â â€˜We'll Tie You Up and Shoot You': Lack of Accountability for Political Violence in BurundiÂ Â» (Â«Â Nous allons vous ligoter et vous abattreÂ : Les violences politiques restent impunies au BurundiÂ Â»), s'appuie sur quatre mois de recherches sur le terrain, Ã Bujumbura et dans quatre provinces rurales. Le rapport dÃ©crit de nombreux incidents violents, dont au moins un mortel, organisÃ©s par et contre des membres de partis politiques comme moyen de rÃ©gler des comptes politiques. La plupart des violences ont impliquÃ© le parti au pouvoir, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD) et son plus proche adversaire lors des prochaines Ã©lections, les Forces nationales de libÃ©ration (FNL). Ã€ quelques exceptions prÃ¨s, la police a omis de procÃ©der Ã des enquÃªtes approfondies, et personne n'a Ã©tÃ© poursuivi dans la grande majoritÃ© des cas.
Â«Â Si la police et les autoritÃ©s judiciaires ne mÃ¨nent pas d'enquÃªtes et ne punissent pas les agressions Ã motivation politique, leurs auteurs continueront Ã se croire au-dessus des loisÂ Â», a dÃ©clarÃ© Georgette Gagnon, directrice de la Division Afrique Ã Human Rights Watch. Â«Â La situation est dÃ©jÃ extrÃªmement tendue, vu que de nombreux militants de partis sont armÃ©s et prÃªts Ã recourir Ã la violence pour intimider leurs rivaux.Â Â» Depuis septembre 2009, au moins sept affrontements entre militants de diffÃ©rents partis ont fait de nombreux blessÃ©s. La plupart des affrontements se sont produits entre des membres du CNDD-FDD et des FNL, qui ont tous deux incitÃ© Ã ces heurts. D'autres partis, notamment le Mouvement pour la solidaritÃ© et la dÃ©mocratie (MSD), l'Union pour la paix et le dÃ©veloppement (UPD), et le Front pour la dÃ©mocratie au Burundi (FRODEBU) ont accusÃ© des membres de la ligue de la jeunesse du CNDD-FDD, Imbonerakure, d'avoir agressÃ© physiquement leurs membres. Le FNL-Iragi, un groupe dissident associÃ© au CNDD-FDD, a formulÃ© des accusations similaires contre les FNL. Dans le cas le plus rÃ©cent de violence grave, des membres du CNDD-FDD et des FNL se sont affrontÃ©s Ã Ntega, dans la province de Kirundo, le 9 mai. Un membre du CNDD-FDD a frappÃ© Ã la tÃªte Abraham Nshimirimana, militant des FNL, avec un tambour en bois. Nshimirimana est mort des suites de ses blessures deux jours plus tard. La rÃ©cente flambÃ©e de violence pourrait augmenter au cours des cinq scrutins successifs prÃ©vus entre mai et septembre 2010 Ã moins que les forces de l'ordre et les partis politiques eux-mÃªmes ne prennent des mesures immÃ©diates. Un membre des FNL Ã Kinama, au Bujumbura, a dÃ©clarÃ© Ã Human Rights WatchÂ : Â«Â MÃªme si le gouvernement nous a retirÃ© nos armes, nous en avons gardÃ© quelques-unes pour nous protÃ©ger. Si un membre des FNL est tuÃ©, nous nous battrons jusqu'au bout. Nous sommes tous des ex-combattants. Le CNDD-FDD a des armes, nous avons des armes.Â Â» Â«Â Ce genre de dÃ©clarations suggÃ¨re un risque potentiel de grave escalade dans la violenceÂ Â», a averti Georgette Gagnon. Â«Â Certains militants de partis sont convaincus qu'ils ont au-dessus de la loi, et d'autres, qui ont perdu la foi dans le systÃ¨me judiciaire, prennent la loi entre leurs propres mains.Â Â» Par exemple, le 2 mai, dans la commune de Kanyosha, en Bujumbura Mairie,Â un camion conduit par des partisans du parti au pouvoir a foncÃ© dans une foule de partisans de l'opposition des FNL, renversant et blessant lÃ©gÃ¨rement une personne. Des membres des FNL ont ripostÃ© en dÃ©chirant un drapeau du CNDD-FDD. Des jeunes du CNDD-FDD ont alors commencÃ© Ã frapper des membres des FNL. Une jeune fille de 17 ans qui passait par lÃ a dÃ©clarÃ© Ã Human Rights Watch : Â«Â Je revenais de la permanence des FNL et j'ai vu un groupe de membres du CNDD-FDD. L'un d'eux me connaissait et m'a dÃ©signÃ©e. Ils m'ont accusÃ©e de transporter des grenades pour leur jeter dessus. Ils ont ouvert mon sac pour le fouiller et y ont trouvÃ© une casquette Â FNL. Ils ont commencÃ© Ã me battre.Â Â» La jeune fille, qui a dit avoir Ã©tÃ© frappÃ©e par trois hommes adultes, avait un Å“il tumÃ©fiÃ© et meurtri. Une autre victime a dÃ©clarÃ© : Â«Â Un membre d'Imbonerakure est venu chez moi et m'a frappÃ© avec un marteau, juste parce que je suis membre des FNL. La police est arrivÃ©e et est intervenue. Ils l'ont arrÃªtÃ© briÃ¨vement, mais l'ont libÃ©rÃ© quelques heures plus tard quand ils ont appris qu'il Ã©tait du CNDD-FDD.Â Â» La victime s'est rendue au poste de police le jour suivant pour dÃ©poser une plainte. On lui a donnÃ© une convocation Ã remettre lui-mÃªme Ã la personne qui l'avait attaquÃ©, qu'il n'a pas Ã©tÃ© en mesure de localiser. La police a dÃ©clarÃ© Ã Human Rights Watch qu'elle avait ouvert un dossier pour enquÃªter sur cet incident, mais n'a pas rÃ©pondu aux questions sur les raisons de la libÃ©ration de l'auteur prÃ©sumÃ©. Un membre des FNL a reconnu que le mÃªme soir, des membres de son parti ont enlevÃ© un membre du parti au pouvoir, l'ont emmenÃ© dans une permanence du parti et l'ont battu. La police est intervenue, ainsi que des hauts responsables des FNL, qui ont convaincu leurs partisans de libÃ©rer l'otage. Quand les membres du CNDD-FDD ont vu Ã quel point l'otage avait Ã©tÃ© battu, ils ont frappÃ© les fonctionnaires des FNL qui avaient nÃ©gociÃ© la libÃ©ration et ont crevÃ© les pneus de leurs vÃ©hicules. La police a aidÃ© Ã sauver un des fonctionnaires des FNL. Plus tard dans la nuit, aprÃ¨s le dÃ©part des policiers, des membres du CNDD-FDD ont sillonnÃ© le quartier, arrÃªtÃ© des vÃ©hicules et battu les membres des FNL qu'ils ont trouvÃ©s dans les vÃ©hicules ou dans la rue. La police est revenue vers 1 heure du matin et a rÃ©tabli l'ordre. Â«Â La police a fait quelques progrÃ¨s dans l'intervention dans les incidents violents, mais son action semble s'arrÃªter lÃ Â», a expliquÃ© Georgette Gagnon.Â Â«Â La police n'arrive pas Ã Ã©tablir de responsabilitÃ© pour ces incidents.Â Â» Dans les cas les plus rÃ©cents de violences politiques documentÃ©s dans rapport, la police n'a identifiÃ© aucun responsable, a arrÃªtÃ© des suspects mais les a immÃ©diatement libÃ©rÃ©s, ou bien n'a arrÃªtÃ© que des membres de l'opposition, laissant les membres du parti au pouvoir s'en tirer. La police doit Ã©galement maintenir une prÃ©sence prÃ©ventive dans les quartiers connus comme Ã©tant exposÃ©s Ã la violence liÃ©e aux Ã©lections, ajoutÃ© Human Rights Watch. Dans quelques cas, la police semble avoir menÃ© des enquÃªtes approfondies et impartiales, bien que parfois aprÃ¨s de faux dÃ©parts. Quand une grenade a Ã©tÃ© lancÃ©e Ã Kinama le 10 avril lors d'un affrontement

entre membres du CNDD-FDD et des FNL, la police a arbitrairement arrÃªtÃ© plus d'une dizaine de membres des FNL, emprisonnant certains d'entre eux dans un site de dÃ©tention illÃ©gal. Tous ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s quelques jours plus tard. Cependant, la police a dÃ©clarÃ© le 6 mai Ã Human Rights Watch qu'aprÃ¨s des enquÃªtes en cours, ils avaient identifiÃ© un membre du CNDD-FDD comme suspect probable et qu'ils allaient transfÃ©rer le dossier au parquet. L'impunitÃ© dont ont bÃ©nÃ©ficiÃ© les agresseurs a Ã©tÃ© particuliÃ¨rement frappante dans les incidents impliquant des fonctionnaires de haut niveau, comme dans le cas de Jean Baptiste Nzigamasabo, un dÃ©putÃ© du CNDD-FDD qui, selon de nombreux tÃ©moins, a dirigÃ© Ã Kirundo une bande de jeunes du parti au pouvoir dans une attaque contre des membres des FNL en janvier. Les assaillants ont scandÃ©Â : Â«Â Nous allons vous attacher et vous abattreÂ Â», alors qu'ils lanÃ§aient des pierres sur les membres des FNL, blessant griÃ¨vement au moins deux d'entre eux. Nzigamasabo n'a pas Ã©tÃ© interrogÃ© par les autoritÃ©s judiciaires sur son rÃ´le dans l'attaque. Le rapport de Human Rights Watch dÃ©crit un certain nombre d'autres incidents survenus entre septembre et avril, la plupart Ã Bujumbura, Ã Kirundo, Ã Cibitoke et Ã Bubanza. Ils comprennent l'assassinat encore non rÃ©solu de Sylvestre Niyonzima, un militant de l'UPD abattu en janvier. Une enquÃªte menÃ©e par le procureur de Bubanza n'a abouti Ã aucune arrestation ; la famille et les collÃ¨gues de Sylvestre Niyonzima soutiennent que l'assassinat avait des motifs politiques. Human Rights Watch a averti que des Ã©lections libres et justes ne peuvent avoir lieu dans une atmosphÃ¨re de peur ou de dÃ©ni de justice. Le rapport invite les observateurs Ã©lectoraux nationaux et internationaux Ã ne pas seulement documenter les cas de violence politique, mais aussi Ã contrÃ´ler l'accÃ¨s des victimes Ã la justice. Â«Â Les autoritÃ©s de l'Ã‰tat et les chefs de partis politiques devraient faire des dÃ©clarations claires soulignant que les violences liÃ©es aux Ã©lections ne seront pas tolÃ©rÃ©es, et devraient appuyer ces dÃ©clarations en dÃ©nonÃ§ant, en enquÃªtant sur, et le cas Ã©chÃ©ant, en poursuivant les crimes Ã motivation politique Â», a conclu Georgette Gagnon. Â«Â Les bailleurs de fonds internationaux - qui constituent la principale source de financement de la police et du systÃ¨me judiciaire du Burundi - devraient insister sur cette exigence de tolÃ©rance zÃ©ro pour les violences Ã©lectorales.Â Â» ContexteLes Ã©lections prÃ©vues entre le 21 mai et le 7 septembre suivent la fin d'une guerre civile de prÃ¨s de 16 ans, de 1993 Ã 2009. Elles comprennent des Ã©lections communales (municipales) le 21 mai ; une Ã©lection prÃ©sidentielle le 28 juin ; les Ã©lections lÃ©gislatives les 23 et 28 juillet ; et les Ã©lections de colline (village) le 7 septembre. Les candidats de plus de 20 partis sont en lice pour les Ã©lections - une preuve des progrÃ¨s accomplis par rapport au parti unique d'avant la guerre - bien que certains aient Ã©tÃ© confrontÃ©s Ã des restrictions illÃ©gales sur les rÃ©unions et aient Ã©tÃ© soumis Ã des arres arbitraires. Les deux prÃ©tendants principaux, le CNDD-FDD et les FNL, sont tous deux des anciens groupes rebelles hutus qui ont combattu une armÃ©e en grande partie tutsi pendant la guerre. Le CNDD-FDD a dÃ©posÃ© les armes en 2004 et a remportÃ© avec une nette majoritÃ© des Ã©lections en 2005 qui ont Ã©tÃ© jugÃ©es comme gÃ©nÃ©ralement libres et Ã© Les FNL ont continuÃ© la lutte jusqu'en 2009. Le conflit militaire entre les deux partis s'est transformÃ© en une compÃ©tition politique pour obtenir le soutien de l'Ã©lectorat hutu majoritaire. Avec de nombreux anciens combattants parmi les partisans des deux partis, dont certains sont toujours armÃ©s, des assassinats politiques et d'autres attaques ont eu lieu au cours des derniers mois des nÃ©gociations de paix et ont continuÃ© mÃªme aprÃ¨s le processus de dÃ©sarmement officiel des FNL en avril 2009. Une sÃ©rie de meurtres Ã motivation apparemment politique en 2008 et en 2009, documentÃ©s dans le rapport de Human Rights Watch de 2009, Â«Â La quÃªte du pouvoirÂ Â», n'ont abouti Ã aucune condamnation. Bien qu'il y ait eu moins de meurtres politiques ces derniers mois, d'autres formes de violence ont augmentÃ© depuis 2009, avec des dizaines de militants blessÃ©s depuis janvier, souvent lors d'affrontements avec jets de pierres, mais parfois Ã la machette ou Ã la grenade. Dans plusieurs cas, des incidents violents qui n'ont pas reÃ§u l'attention voulue ont Ã©tÃ© suivis par d'autres incidents dans la mÃªme localitÃ© ou entre les mÃªmes individus, dÃ©montrant ainsi le potentiel pour des cycles de vengeance. Le prÃ©sident Pierre Nkurunziza, qui se prÃ©sente pour un second mandat sous la banniÃ¨re du CNDD-FDD, a rÃ©cemment condamnÃ© les violences politiques. AprÃ¨s que des militants du parti ont fracassÃ© la vitre d'un vÃ©hicule appartenant Ã des journalistes qui couvraient les violences du 10 avril Ã Kinama, le prÃ©sident a dÃ©clarÃ© lors d'une confÃ©rence de presse que les responsables devraient Ãªtre punis. Le 5 mai, au lancement de la campagne Ã©lectorale, il a dÃ©clarÃ© que tout membre du CNDD-FDD qui serait reconnu comme ayant participÃ© Ã de telles violences serait traduit en justice. Le chef des FNL et candidat Ã la prÃ©sidentielle, Agathon Rwasa, a Ã©galement condamnÃ© les violences dans ses discours. Cependant, aucun des deux partis n'a facilitÃ© d'enquÃªte policiÃ¨re ou judiciaire sur le comportement de ses membres.Lire le RÃ©sumÃ© et Recommandations du Rapport en FanÃ§aisÂ Lire l'intÃ©gralitÃ© duÂ Rapport en AnglaisÂ